

Frémont, A., Chevalier, J., Hérin, R., et Renard, J. (1984)  
*Géographie sociale*. Paris, Masson, 387 p.

Paul Y. Villeneuve

Volume 29, numéro 77, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021730ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021730ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Villeneuve, P. Y. (1985). Compte rendu de [Frémont, A., Chevalier, J., Hérin, R., et Renard, J. (1984) *Géographie sociale*. Paris, Masson, 387 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 29(77), 328–330. <https://doi.org/10.7202/021730ar>

Parmi les articles décevants, on peut pointer du doigt celui de Hussy sur la cartographie. S'il faut savoir gré à l'auteur d'avoir voulu esquisser une sémiologie de la cartographie, sa présentation du code cartographique escamote trop de concepts fondamentaux, quand elle ne les laisse pas tomber complètement. De même, comment expliquer qu'un auteur ayant déjà publié ailleurs un article sur «la cartographie assistée» se contente d'une seule phrase totalement insignifiante sur l'impact de l'ordinateur en cartographie ?

Pris collectivement, l'ensemble des chapitres donne certainement une excellente vue d'ensemble de la géographie humaine. Pourtant il subsiste diverses interrogations. Pourquoi, par exemple, l'ouvrage ignore-t-il complètement la géographie historique ? La discussion sur la chronogéographie, entre autres, n'aurait-elle pas pu et dû l'aborder ? De même, où est donc passé la géographie du tourisme, celle dont Chabot prétendait naguère qu'elle constitue par excellence une entreprise géographique ? Devrait-on voir là l'inévitable «équation personnelle» des rédacteurs ?

Un examen attentif de l'index des auteurs révèle en tout cas un certain ethnocentrisme, tout de même très bénin par rapport à ce à quoi nous sommes habitués de ce côté-ci de l'Atlantique. Parmi les 63 auteurs les plus fréquemment cités, la moitié sont de langue française et un tiers de langue anglaise (répartis également entre Britanniques et Américains). Les dix autres comptent sept Allemands, deux Italiens et un Suédois. Si la nouvelle géographie anglo-saxonne est tout de même correctement représentée (Bailly et Racine font partie de la «filiale canadienne» en France), le livre nous apprend fort peu de chose de la géographie soviétique (De Koninck en dénonce l'indigence de la pensée critique, p. 125) et ignore complètement la place que peuvent occuper nos collègues chinois, japonais, etc. Par ailleurs, douze des treize auteurs qui participent à cet ouvrage se retrouvent comme par hasard parmi ceux qui sont les plus cités, les champions à cet égard étant, et de loin, Bailly et Claval.

Mais la question qui peut-être laissera le lecteur le plus perplexe dérive du parti pris épistémologique annoncé dès le départ, à savoir de limiter ce traitement global de la géographie à la seule géographie humaine. Raffestin et Turco expliquent que «la délimitation entre géographie physique et géographie humaine est pertinente... L'objet de la géographie physique relève de la réalité naturelle qu'est la réalité matérielle tandis que l'objet de la géographie humaine relève de la réalité historique que constituent les connaissances de la réalité matérielle» (p. 18). Pourtant, si l'on accepte, sans nécessairement faire preuve de «fétichisme spatial», la conception de l'espace proposé par Dauphiné, il n'est pas clair que la géographie soit essentiellement une science humaine comme la sociologie, mais elle serait plutôt une science humaniste comme la psychologie dont l'objet, on en conviendra, relève aussi de la réalité naturelle. La géographie ne serait-elle pas, entre autres, une sorte de «géanalyse» de l'espace terrestre humanisé où géographie physique et géographie humaine occupent des niches scientifiques différentes mais non moins géographiques sur le plan de la réalité historique ?

Les auteurs voulaient combler une lacune en proposant un guide de référence et un manuel de réflexion utile sur la géographie humaine. Ils ont produit en fait un *handbook* de géographie, stimulant, que non seulement tout géographe devrait posséder, mais encore qu'il vaudra relire de temps en temps, soit comme source d'inspiration, soit encore pour refaire le point sur l'ensemble de la discipline.

Adrien BÉRUBÉ  
Centre universitaire Saint-Louis-Maillet  
Université de Moncton

FRÉMONT, A., CHEVALIER, J., HÉRIN, R., et RENARD, J. (1984) *Géographie sociale*. Paris, Masson, 387 p.

Les auteurs le mentionnent dans leur courte introduction, la géographie sociale est à la fois «très ancienne et toute nouvelle» (p. 4). Deux excellents premiers chapitres explicitent ce

paradoxe apparent. Ils soulignent le rôle de «précurseurs sans héritiers» (p. 30) joué par Élisée Reclus et Jean Brunhes, et formulent une interprétation intéressante de l'effacement de la géographie sociale entre 1920 et 1945, non seulement en France mais aussi en Allemagne et dans les pays anglo-saxons. Au cours de cette période, «... les géographes se sont en quelque sorte rogné les ailes en s'interdisant de pénétrer sur le terrain du social, leurs origines de classe, leur position sociale et leurs références idéologiques les confortant dans cette attitude» (p. 40). Un tableau assez complet des géographies sociales contemporaines est ensuite brossé, où on montre que celles-ci se développent dans un contexte qui favorise une «plus vive conscience des questions sociales» (p. 78).

Deux chapitres, qui terminent la première partie, portent ensuite sur les concepts et les méthodes de la géographie sociale. Ils sont assez décevants. Pendant plusieurs pages, et sur un ton un peu trop formaliste, on nous entretient des «interactions multiples du social et du spatial» (p. 94). Beaucoup de principes et de définitions sont énoncés, mais peu d'hypothèses et de théories «à portée moyenne», selon l'expression de R.K. Merton. Les phrases du genre de celle-ci abondent : «Les interactions du social et du spatial forment un système global de relations que structurent de façon déterminante les rapports économiques et les rapports sociaux de production» (p. 102). Toutefois, quelques situations historiques sont interprétées de façon intéressante, et la nécessité de diversifier les approches et les sources de la géographie sociale (prise comme discipline ?) est fort opportunément soulignée.

La deuxième partie du livre se compose, comme la première, de quatre chapitres portant chacun sur une série de «facteurs explicatifs» de la géographie sociale (prise comme objet ?). Pour faire «scientifique», les auteurs introduisent le terme «effet». Ainsi, un chapitre porte sur l'effet de lieu, un second sur l'effet de classe, un troisième sur l'effet de culture et un dernier sur l'effet de mobilité. Je comprends mal pourquoi ces auteurs veulent se donner un vernis scientifique. Probablement parce qu'ils regrettent que les chercheurs des autres disciplines s'intéressent à l'espace «sans tenir compte de l'expérience cependant bien réelle des géographes en cette matière» (p. 161). Ce n'est pas quelques termes empruntés aux disciplines qu'on pense «scientifiques» qui vont changer quoique ce soit. Pas plus que l'utilisation de techniques quantitatives, d'ailleurs totalement absentes ici. Par contre, si nous réussissons à formuler des interprétations originales du réel et à proposer des théories significatives, alors les autres disciplines tiendront compte de notre expérience.

Toujours est-il que la lecture de ces chapitres est d'un inégal intérêt. L'effet de lieu est présenté comme la combinaison des facteurs qui font la singularité d'un lieu, son caractère unique. Ceci est l'essence même d'un point de vue idiographique et d'une démarche «exceptionnaliste». Pourtant, on nous dit aussi que la «singularité de chaque objet ne doit pas arrêter un effort de généralisation et de compréhension plus vastes» (p. 178). Mais comment généraliser si chaque lieu est singulier et unique ? Le discours est ambivalent. La perspective idiographique y est dominante mais on y trouve également des velléités de «nomothétisme» : ceci crée une confusion qui réduit beaucoup la portée du texte. Pourtant, Bunge, dans le premier chapitre de *Theoretical Geography*, montre que c'est le particulier et non l'unique, qui s'articule au général, que les lieux peuvent être conçus soit comme uniques, soit comme des combinaisons particulières d'éléments généraux, mais pas comme les deux à la fois dans le même discours. Car comment, dès lors, articuler l'effet de lieu au trois autres ? Autant je suis en accord avec l'option «d'accorder au matérialisme historique et à la lutte des classes un statut d'hypothèse privilégiée...» (p. 185), autant je ne puis discerner comment l'effet de classe et l'effet de culture s'articulent à celui de lieu. Dans ces pages, il est souvent dit que l'effet de culture et l'effet de classe sont des facteurs constitutifs de l'organisation spatiale des sociétés. En est-il de même pour l'effet de lieu ? Si oui, ne sommes-nous pas devant une sorte de tautologie où les lieux constituent les lieux ? Si non, quel est le statut d'intelligibilité de cette notion d'effet de lieu ? Rejoint-elle, en véhiculant des évocations plus floues, la notion assez opératoire «d'autocorrélation spatiale» ?

Après avoir, dans la deuxième partie, identifié quatre types d'effets ou de facteurs, les auteurs tentent, dans la troisième partie, une sorte de panorama des types de sociétés. Ce panorama s'organise sur cinq chapitres qui s'articulent autour de deux dimensions polaires,

enracinés-déracinés et dominants-dominés, dont on aurait aimé qu'on nous expose, quelque part, et de préférence en introduction à cette troisième partie, la logique conjointe. Ceci n'empêche toutefois pas les descriptions et les illustrations d'être informatives. Au chapitre des sociétés enracinées, il y a bien sûr, et d'abord, les sociétés paysannes, mais aussi les sociétés nomades et halieutiques et même le quartier urbain, dont les structures peuvent être stables. Il y a aussi les nouveaux enracinements, comme ceux des couches populaires des villes du Tiers-Monde, auxquels un chapitre est consacré. Du côté des sociétés déracinées, un chapitre porte sur le cas des paysans sans terre et un autre sur celui des réfugiés. Enfin, le dernier chapitre est consacré aux rapports des classes dirigeantes à l'espace.

Au total, ce volume m'apparaît constituer une excellente source d'études de cas et d'illustrations d'une démarche géographique qui prend au sérieux la notion de « rapports sociaux ». Il n'émerge toutefois pas de ce texte une image cohérente, et fondée sur des bases théoriques solides, de la géographie sociale comme discipline. Dans ce sens, le travail de Frémont et de ses collègues ouvre des pistes et montre que la notion d'espace vécu, dont ils s'inspirent, est prometteuse. Peut-être faut-il préférer, même dans les manuels, un style suggestif à une cohérence qui peut devenir étouffante ?

Paul-Y. VILLENEUVE  
Département de géographie  
Université Laval

FRÉMONT A., CHEVALIER, J., HÉRIN, R. et RENARD, J. (1984) *Géographie Sociale*. Paris, Masson, 387 p.

Après la publication, en 1973, du livre de Claval intitulé *Principes de géographie sociale*, la parution de l'ouvrage de Frémont *et al* dénote qu'il existe en France un regain d'intérêt pour cette branche de la géographie. En effet, il peut paraître paradoxal de constater que les perspectives ouvertes par des maîtres de la géographie française comme Max Sorre, et Pierre George, sans compter Élisée Reclus, Jean Brunhes, E. Demolins et C. Vallaux soient restées inexplorées. Il n'existe pas en France, à l'heure actuelle, d'enseignement officiel privilégiant la géographie sociale.

R. Hérin essaie dans la première partie de cet ouvrage d'expliquer les raisons d'une telle carence. Une des explications tient au contexte scientifique et universitaire qui prévaut au tournant du siècle, au moment où la discipline acquiert son autonomie. Vidal de la Blache et ses disciples influencés par l'*Anthropogéographie* de Ratzel s'attachent à étudier les relations entre le milieu physique et les hommes. Vidal définit la géographie comme étant « la science des lieux non des hommes ». Selon Hérin, cette définition surprend d'autant plus que les textes de l'école géographique française de l'époque ouvrent certaines perspectives telles que l'idée de liberté de l'homme par rapport au milieu naturel (que sous-entend le possibilisme vidalien), celle du rôle des facteurs sociaux et culturels dans la formation des paysages ou encore celle de l'adaptation de l'homme au milieu. Il est vrai que dans le domaine des faits sociaux les géographes vidiens se heurtent aux sociologues. Une autre raison vient du fait que Durkheim et les collaborateurs de l'*Année sociologique* se situaient ouvertement à gauche, alors que les disciples de Vidal, issus de l'École normale supérieure, étaient modérés, influencés par le spiritualisme antipositiviste de Bergson ou de Boutroux. Si certains, comme Blanchard et Brunhes, sont engagés dans des mouvements politiques et sociaux, les géographes français, pour la plupart, semblent plus concernés par la description des territoires que par les questions sociales. Reclus et Brunhes n'eurent pas de disciples et l'on ne parlera pratiquement plus de géographie sociale jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, durant et après la crise des années trente, les géographes ignorèrent les faits sociaux. Ils restèrent pour la plupart, à l'écart des problèmes sociaux de leur temps et des réflexions épistémologiques qu'ils purent susciter.